Le document final du Somment des peuples synthétise les principaux axes discutés durant les plénières et assemblées, ainsi que l'ont exprimé les fortes mobilisations entre le 15 et le 22 juin, qui soulignent les convergences autour des causes structurelles et des fausses solutions, des solutions des peuples face aux crises, ainsi que les principaux axes de lutte pour la période à venir.

Les synthèses approuvées dans les plénières intègrent et complètent ce document politique pour que les peuples, mouvements et organisations puissent continuer à converger et approfondir les luttes et la construction d'alternatives dans leurs territoires, régions et pays dans le monde entier.

Déclaration finale

Sommet des Peuples de Rio+20 pour la Justice Sociale et environnementale, pour la défense des biens communs et contre la marchandisation de la vie.

Les mouvements sociaux et populaires, syndicats, peuples, organisations de la société civile et écologistes du monde entier présents au sommet des peuples de Rio+20 ont impulsé dans les campements, à travers les mobilisations massives et les débats, la construction des convergences et des alternatives, conscients que nous sommes les sujets d'une autre relation entre êtres humains et entre l'humanité et la nature, et assumant le défi urgent de stopper la nouvelle phase de recomposition du capitalisme et de construire à travers nos luttes de nouveaux paradigmes de sociétés.

Le Sommet des Peuples est le moment symbolique d'un nouveau cycle dans la trajectoire des luttes globales qui produisent de nouvelles convergences entre mouvements de femmes, indigènes, noirs, jeunes, agriculteurs et agricultrices, familles, paysans, travailleurs et travailleuses, peuples et communautés traditionnelles, quilombolas, défenseurs du droit à la ville, et religions du monde entier. Les assemblées, les mobilisations et les grandes marches des peuples ont été les moments d'expression les plus fortes de cette convergence.

Les institutions financières multilatérales, les coalitions au service du système financier comme le G8 et le G20, la capture "corporative" de l'ONU et la majorité des gouvernements ont démontré leur irresponsabilité face au futur de l'humanité et de la planète, et ont fait la promotion des intérêts des transnationales dans la conférence officielle. Au contraire la vitalité et la force des mobilisations des

débats au Sommet des Peuples ont renforcé notre conviction que seul le peuple organisé et mobilisé peut libérer le monde du contrôle des transnationales et du capitalisme financier.

Il y a vingt ans, le forum global réalisé lui-aussi à l'Aterro do Flamengo, avait dénoncé les risques que courait l'humanité et la nature avec la privatisation et le néo-libéralisme. Aujourd'hui nous affirmons que, en plus de la confirmation de notre analyse, nous observons des reculs significatifs concernant les droits humains déjà reconnus. A Rio+20 le scénario voué à l'échec des fausses solutions défendues par les mêmes acteurs qui ont provoqué la crise mondiale se répète. A mesure que cette crise s'amplifie, les corporations avancent contre les droits des peuples, la démocratie et la nature, séquestrant les biens communs de l'humanité pour sauver le système économico-financier.

Les multiples voix et forces qui ont convergé au Sommet des Peuples dénoncent la vraie cause structurelle de la crise globale: le système capitaliste patriarcal, raciste et homophobe.

Les transnationales continue à commettre ses crimes en violant systématiquement les droits des peuples et de la nature dans l'impunité la plus totale. De la même façon, elles avancent leurs intérêts à travers la militarisation, la criminalisation des modes de vie des peuples et des mouvements sociaux en promouvant la déterritorialisation dans les campagnes et dans les villes.

De même nous dénonçons la dette écologique historique qui affecte majoritairement les peuples opprimés du monde, et qui doit être assumée par les pays hautement industrialisés, qui en fin de compte, sont ceux qui ont provoqué les multiples crises que nous vivons aujourd'hui.

Le capitalisme conduit aussi à la perte du contrôle social, démocratique et communautaire sur les ressources naturelles et les services stratégiques, qui continuent à être privatisés, transformant les droits en marchandises et limitant l'accès des peuples aux biens et services nécessaires à la survie.

La dite "économie verte" est une des expressions de la phase financière actuelle du capitalisme qui utilise d'anciens et de nouveaux mécanismes, comme l'augmentation de l'endettement public-privé, l'encouragement à la surconsommation, l'appropriation et la concentration des nouvelles technologies, les marchés du carbone et la biodiversité, la privatisation et l'aliénation des terres et les partenariats public-privé, parmi d'autres.

Les alternatives se trouvent dans nos peuples, notre histoire, nos coûtumes, nos savoirs, pratiques et systèmes productifs, que nous devons entretenir, revaloriser

pour passer à l'échelle d'un projet contre-hégémonique et transformateur.

La défense des espaces publics dans les villes, avec une gestion démocratique et la participation de la population, l'économie coopérative et solidaire, la souveraineté alimentaire, un nouveau paradigme de production, distribution et consommation, le changement de la matrice énergétique, sont des exemples d'alternatives réelles face à l'actuel système agro-urbano-industriel.

La défense des biens communs passe par la garantie d'un ensemble de droits humains et de la nature, par la solidarité et le respect des visions cosmiques et croyances des différents peuples, comme par exemple, la défense du "Bien Vivre" comme forme d'existence en harmonie avec la nature, ce qui présuppose une transition juste qui doit être construite avec les travailleurs et les peuples.

Nous exigeons une transition juste qui suppose une amplification du concept de travail, la reconnaissance du travail des femmes et un équilibre entre la production et la reproduction, pour que celle-ci ne soit pas une attribution exclusive des femmes. Cela passe encore par la liberté d'organisation et le droit à la négociation collective, ainsi que par la création d'un système de sécurité et de protection sociale, compris comme un droit humain, ainsi que des politiques publiques qui garantissent un travail décent.

Nous affirmons le féminisme comme instrument de construction de l'égalité, la liberté pour les femmes de disposer de leur corps, une sexualité et le droit à une vie libérée de la violence. De même nous réaffirmons l'urgence de la redistribution des richesses et des revenus, du combat contre le racisme et contre l'ethnocide, de la garantie du droit à la terre et au territoire, du droit à la ville, à l'environnement et à l'eau, à l'éducation, à la culture, à la liberté d'expression et à la démocratisation des moyens de communication.

Le renforcement des économies locales diversifiées et des droits territoriaux garantissent la construction collective d'économies plus dynamiques. Ces économies locales permettent des modes de vie locaux et soutenables, la solidarité communautaire, composante vitale de la résilience des écosystèmes. La diversité de la nature et sa diversité culturelle associée est le fondement d'un nouveau paradigme de société.

Les peuples veulent déterminer pour quoi et pour qui sont destinés les biens communs et énergétiques, en plus d'assumer le contrôle populaire et démocratique de sa production. Un nouveau modèle énergétique est fondé sur des énergies renouvelables décentralisées et qui garantissent l'accès à l'énergie pour la population et non pour les entreprises.

La transformation sociale exige des convergences d'actions, articulations et agendas à partir des résistances et alternatives contre-hégémoniques au système capitaliste qui sont en cours aux quatre coins de la planète. Les processus sociaux accumulés par les organisations et les mouvements sociaux qui ont convergé au Sommet des Peuples ont résulté sur le choix des axes de lutte suivants :

- Contre la militarisation des Etats et des territoires;
- Contre la criminalisation des organisations et mouvements sociaux;
- Contra la violence envers les femmes;
- Contre la violence envers les lesbiennes, gays, bissexuels, transsexuels et transgenres;
- Contre les multinationales;
- Contre l'imposition du paiement de dettes économiques injustes et pour l'audit citoyen de celles-ci;
- Pour la garantie du droit des peuples à la terre et aux territoires urbains et ruraux;
- Pour la consultation et le consentement libre préalable et informé, fondé sur les principes de la bonne foi et des effets qui en découlent, conformément à la Convention 169 de l'OIT;
- Pour la souveraineté alimentaire et une alimentation saine, contre les produits agro-toxiques et transgéniques;
- Pour la garantie et la conquête de droits;
- Pour la solidarité avec les peuples et les pays, principalement ceux qui sont menacés par des coups d'Etat militaires ou institutionnels, comme cela s'est produit récemment au Paraguay;
- Pour la souveraineté des peuples sur le contrôle des biens communs, contre les tentatives de marchandisations de ceux-ci;
- Pour le changement de la matrice et du modèle énergétique en vigueur;
- Pour la démocratisation des moyens de communication;
- Pour la reconnaissance de la dette historique sociale et écologique;
- Pour l'établissement d'une journée mondiale de la grève générale;

Nous rentrons dans nos territoires, régions et pays, animés par la volonté de construire les convergences nécessaires, de poursuivre la lutte, en résistant et en avançant contre le système capitaliste et ses anciennes et nouvelles formes de reproduction.

Levons-nous et poursuivons la lutte!

Rio de Janeiro, du 15 au 22 juin 2012.
Sommet des Peuples pour la Justice Sociale et Environnementale, pour la défense des biens communs et contre la marchandisation de la vie.